

Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?

Pierre VERMEREN

Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?

Pierre VERMEREN

Sommaire

Avant-propos

Jean-Claude Seys

p. 5

Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?

Pierre Vermeren

p. 7

Questions dans la salle

p. 21

Les publications de l'Institut Diderot

p. 45

Avant-Propos

Bonjour à tous et bienvenue pour cette matinée de réflexions et d'échanges sur les défis de l'Algérie d'aujourd'hui animée par le Professeur Pierre Vermeren auquel l'Institut Diderot exprime sa reconnaissance.

M. Vermeren est normalien, agrégé d'histoire. Il a vécu en Égypte, en Tunisie et au Maroc où il a enseigné pendant 6 ans au Lycée Descartes de Rabat. Il est professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris 1 – Panthéon – Sorbonne, spécialiste des mondes arabes et des africains du Nord.

Il est membre du laboratoire CEMAF (Centre d'études des mondes africains). Il est l'auteur d'une thèse sur la formation des élites maghrébines couronnée par le prix de la recherche universitaires de 2001.

Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages ; son dernier livre « Dissidents du Maghreb, Depuis les indépendances » est co-écrit avec Khadija Mohsen Finan.

L'Institut Diderot a inscrit ce thème à son programme de travail parce qu'aujourd'hui la connaissance de ce qu'est l'Algérie apparaît à la fois nécessaire et étrangement sous développée en France.

Elle est nécessaire en raison de l'importance stratégique et démographique de ce pays, stratégique du fait de son importance dans le monde Arabe, importante aussi pour nous en raison du nombre de ses ressortissants en France.

Par ailleurs, le fait religieux et le terrorisme constituent une préoccupation commune. Les problèmes intérieurs de l'Algérie peuvent avoir des répercussions en France à travers la pression migratoire et le développement de l'islamisme.

Au plan démographique, l'Algérie est passée de 11 millions d'habitants après l'indépendance et devrait en compter plus de 70 millions en 2050.

Face à cela, l'ignorance en France de la situation réelle est assez étonnante quand on pense aux deux siècles pendant lesquels nos histoires ont été intriquées et aux échanges de population qui ont eu lieu pendant cette longue période, du retour des pieds noirs à l'arrivée massive de travailleurs.

Jean-Claude Seys
Président de l'Institut Diderot

Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?

La fin d'une histoire est en train de s'accomplir sous nos yeux en Algérie, avec cette présidence Bouteflika qui n'en finit pas. Ce, même si personne, apparemment, n'ose toucher à la statue et au mythe du commandeur, tant à Alger qu'à Paris ou ailleurs.

À six mois de la Présidentielle, qui se déroulera en avril prochain, aucune information ne filtre sur l'identité du futur ou des futurs candidats à la présidence de la République algérienne¹. La question du cinquième mandat du président Bouteflika est dans toutes les têtes. Or les Algériens sont fatigués : par leur histoire récente, par la crise économique actuelle qui ampute leurs budgets, et par leur impuissance politique. Plus que fatigués, ils sont angoissés, car ils se demandent si leur président est conscient, voire vivant, et ils ignorent ce qui se trame dans le sérail d'Alger.

Les Algériens semblent pourtant largement indifférents quant à l'identité des titulaires réels du pouvoir d'État. Ils le sont aussi quant à l'issue de la future présidentielle,

1. L'annonce de la candidature a finalement été faite début novembre 2018..

car ils savent que l'élection se fera au-dessus de leurs têtes. Mais ils savent aussi, ce qui explique leur angoisse, que l'Algérie doit être gouvernée, et qu'elle ne peut pas courir le risque de l'aventurisme politique dans une société fragile.

Les défis ne sont toutefois pas seulement politiques et générationnels. C'est toute une construction sociale, intellectuelle et un modèle économique qui sont tenus comme en apesanteur dans l'attente d'un renouveau. On observe depuis plusieurs années une véritable glaciation qui rappelle la fin de l'époque soviétique. Les deux précédentes tentatives de révolution n'ont pas vraiment abouti : la fin du parti unique et du socialisme avec le printemps démocratique de 1988-1991, qui a débouché sur la guerre civile ; et la sortie de la guerre civile et la reconstruction des infrastructures avec le « bouteflikisme » durant les années 2000.

Or trente ans après 1988, l'Algérie semble encore souffrir des mêmes maux et des mêmes lourdeurs : bureaucratie ; militarisme ; tout pétrole dans l'économie ; conservatisme islamique ; désespérance, mis à part les forces de sécurité régaliennes, de la jeunesse et des cadres, qui rêvent de quitter leur pays ; enfin, évasion des capitaux.

Les défis sont donc nombreux. J'ai choisi de me concentrer sur les problèmes internes de l'Algérie plutôt que sur les enjeux régionaux – arabes, africains ou méditerranéens – car ce serait ouvrir d'autres portes encore, et que notre sujet porte plus sur l'Algérie et sa

société que sur son environnement, qu'elle ne maîtrise qu'en partie. Il faudrait aussi, bien entendu, parler des enjeux sécuritaires, de l'environnement, de l'eau, de l'immigration africaine, de la berbéricité, de la place de l'armée, du choix des langues et du modèle culturel, de l'Université, etc. Mais il est impossible d'être exhaustif. Je me limiterai donc à certains problèmes internes, que je répartirai en trois ensembles : politico-idéologique, économique et social.

I - RENOUELER LA LÉGITIMITÉ POLITIQUE ET HISTORIQUE DES DIRIGEANTS DE L'ALGÉRIE

A. En finir (une fois pour toutes) avec la génération de l'indépendance

Dans son dernier discours public, tenu à Sétif le 8 mai 2012, un an avant son AVC, et lors de son 3^e mandat, le président Bouteflika (né en 1937 et acteur de la guerre d'indépendance auprès de Boumediene notamment) avait annoncé dans un discours émouvant que sa génération était arrivée au bout de sa mission historique, et qu'il fallait préparer la relève générationnelle. Six ans plus tard, dont une campagne électorale muette en 2014, c'est le fantôme du président algérien qui gouverne toujours ce pays ; et avec lui le spectre de la génération de l'indépendance qui hante encore la présidence de la République.

Un renouveau générationnel a bien eu lieu autour du président et à la tête des grandes institutions publiques :

le général Tartag né au début des années cinquante a remplacé le général Mediène (né en 1939) ; les trois derniers premiers ministres sont nés au tournant des années cinquante (en 1952 pour Ahmed Ouyahia) ; Saïd Bouteflika, si présent à la présidence, est né en 1958 ; l'homme d'affaires Issad Rebrab est né en 1944 et le patron de la SONATRACH Ould Kaddour est né en 1951. Autrement dit, la génération de l'indépendance a quitté les rênes du pouvoir. Mais elle règne encore dans les têtes, à l'instar de la famille des moudjahidines, et la génération qui la suit s'abrite derrière le commandeur, le président et l'homme de Boumediène : Abdelaziz Bouteflika.

Premier défi donc, acter le passage de témoin, couper le cordon et inventer un nouveau récit de légitimation que celui de la guerre d'indépendance, du sacrifice et de la victoire contre la France coloniale, seuls pourvoyeurs de légitimité historique et gouvernementale depuis 56 ans.

B. Revenir à un système politique qui représente la nation

Ce qui a fait la force de l'Algérie révolutionnaire, notamment dans les années 1960 et 1970, est d'avoir été un grand parapluie au service de la nation, couvrant toutes les tendances, toutes les affiliations partisans et provenances régionales. Une fois qu'un certain nombre d'ennemis idéologiques ou politiques ont été écartés (colonialistes, harkis, berbéristes, communistes...), ceux qui restaient, c'est-à-dire l'essentiel du peuple algérien, pouvaient s'estimer représentés au sein des institutions

républicaines, malgré la diversité des couches sociales, des parcours (francophones, arabophones, russophones), des cultures (arabophones et berbérophones, même si longtemps la berbérité est restée non dite), des formations (ingénieurs, officiers, universitaires, soldats de différentes provenances, ouvriers et paysans), des affinités religieuses (laïcs, pieux musulmans et conservateurs), politiques (nationalistes, socialistes, tiers-mondistes...), ou encore des origines géographiques (puisque toutes les régions du pays étaient savamment présentes à la tête de l'Algérie).

Mais au fil de l'histoire et des deux dernières générations, l'impression qui domine est celle du resserrement autour d'un appareil d'État reposant sur des bases de plus en plus étroites : le clan présidentiel et la nomenklatura militaire, qui a aussi absorbé la rente pétrolière et l'économie. L'armée a débordé de son rôle strict ; les partis ont été marginalisés. Même le FLN semble dévitalisé. Des couches sociales ont été laminées économiquement (les universitaires, les médecins, les intellectuels, les magistrats – il suffit de regarder leurs revenus). Le secteur privé n'émerge pas. Les islamistes ont été un temps écrasés. Les Kabyles et les Berbères ont été réhabilités, mais ne sont acceptés que s'ils consentent d'être normalisés. Les femmes ont été minorisées, au sens propre, depuis la réforme de leur statut en 1984. Les réformateurs de tout poil sont en marge depuis l'éclatement de la guerre civile. La société algérienne est ainsi dévitalisée, ce qui s'est traduit par de grandes vagues migratoires chez les cadres, avec pour résultat un affaissement et un affaiblissement de la société.

Deuxième défi, donc : sortir du clanisme autour du président et de la haute hiérarchie militaire qui non seulement concentrent tous les pouvoirs, mais se sont rétrécis à deux petits noyaux durs, qui plongent des secteurs entiers de la société dans la dissidence ², le rêve d'exil et d'ailleurs, la dépolitisation et le repli sur la sphère familiale.

C. Élargir l'assise de la légitimité républicaine

Tout l'enjeu est ainsi de recréer des corps intermédiaires crédibles et concernés par l'avenir de leur pays. Il faudrait à cet effet :

- restaurer des corps intermédiaires dans leur dignité, avec des salaires décents (hauts fonctionnaires, médecins, universitaires, magistrats) ;
- inventer une vie politique, partisane et électorale qui ait un minimum de crédibilité. Il y a une vie politique en Algérie, des partis, des élections, et même une presse insolente, mais les Algériens n'y croient pas. Revivifier cette scène politique est donc un objectif majeur, d'autant plus que la nouvelle législation sur les partis politiques encadre de façon stricte le droit des formations politiques, et interdit l'émergence d'un nouveau FIS. Une vie politique plus active est donc possible tout en évitant le risque de 1992 ³ ;

2. Pierre Vermeren et Khadija Mohsen-Finan, *Dissidents du Maghreb : Depuis les indépendances*, Belin, Paris, 24 octobre 2018.

3. Myriam Aït-Aoudia, « Pluralisme et islamisme en Algérie », in *Algérie : un régime en panne, une société en éveil*, Revue *Moyen-Orient*, n°40, Areion Group, Paris, octobre-décembre 2018.

-
- rétablir un minimum d'équilibre et de respect mutuel entre le bloc sécuritaire ultra-dominant et ses garde-fous potentiels : les partis et la justice, la vie intellectuelle, la presse, les associations ;
 - restaurer un statut égalitaire pour les femmes algériennes sabordé en 1984, et qui a précipité l'islamisation de la société ;
 - enfin, restaurer une équité juridique entre les acteurs économiques privés (les candidats à l'entrepreneuriat) et les banques et entreprises, publiques ou à monopole, qui paralysent les initiatives, sauf à avoir une protection particulière dans l'appareil d'État.

II. RÉINVENTER UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE POUR L'APRÈS-PÉTROLE

A. Sortir du « syndrome du pétrole » qui a conduit à une asphyxie économique

Le modèle économique de l'Algérie, fondé sur le tout hydrocarbures, a fonctionné comme un piège. Il a permis le financement d'une économie industrielle planifiée basée sur l'industrie lourde à la manière des pays de l'Est dans les années 1970. Mais, dans les années 1980, ce système économique a montré qu'il n'était pas viable. Il a entraîné le sacrifice de l'agriculture et des industries de biens de consommation, que l'Algérie ne produit pratiquement pas, aujourd'hui encore. Ce modèle a aussi eu des effets politiques et sociaux dévastateurs à la suite du contre-choc pétrolier de 1986, qui a contribué à jeter le pays dans

la guerre civile. L'envolée des prix du baril dans les années 2000 a permis de sortir de celle-ci et autorisé des investissements massifs, largement confiés aux étrangers. Il s'agit cependant d'un effet de richesse trompeur. Autres conséquences dommageables : le gonflement des budgets militaires, l'évasion de capitaux et l'effet d'aubaine du fonds souverain (200 milliards de dollars) qui a en réalité été consommé très rapidement pour surmonter les printemps arabes, avec une distribution de plusieurs dizaines de milliards de dollars à la population, sous différentes formes. Ce fonds est aujourd'hui vide, ce qui précipite le retour de l'austérité.

L'Algérie doit donc préparer vraiment l'après-pétrole ou l'après-gaz, même si elle possède 2 % des ressources mondiales. L'économie algérienne est de toute façon non viable en l'état : 97 % de ses exportations sont des hydrocarbures, et cette rente (35 à 70 milliards de dollars par an) finance l'État, et les importations de la grande majorité des biens industriels et agricoles. Or, un jour ou l'autre, cette rente se tarira.

B. Relancer des productions nationales dans une dynamique régionale

L'Algérie importe presque tous ses biens de consommation et d'équipement : voitures, armement, pharmacie, alimentation, chimie, électronique, machines, avions, etc. Or cette politique économique est très fragile. Elle ne tient que par la rente des hydrocarbures. D'où, actuellement, l'effondrement de la consommation de certains

biens, qui atteignent des prix astronomiques.

Il est donc vital de relancer la production nationale. Le problème est qu'il est difficile d'investir, pour plusieurs raisons : la bureaucratie, le fait que tous les secteurs sont en demande, d'où la difficulté d'établir des priorités, et l'étroitesse du marché, aggravée par la crise saharienne et la crise maroco-algérienne qui interdisent toute dynamique régionale. Le coût de la non-existence d'un marché du Maghreb sur 40 ans est colossal : on chiffre la perte de croissance à 1 à 3 % par an, ce qui sur quatre décennies cumulées est considérable.

Il faudrait enfin parvenir à garder les élites et les cadres formés en Algérie ou à l'étranger que la perspective de blocage chasse du pays.

C. Une révolution sociale et mentale pour lutter contre la mise à distance du travail productif

Les grands travaux de Bouteflika ont été réalisés par des sociétés chinoises et leurs travailleurs importés, avec, éventuellement, une finition artisanale marocaine. C'est l'illustration parfaite d'une désincitation au travail agricole ou industriel due à trois formes de syndromes :

- le syndrome « colonial », le travail manuel est le fait du colonisé, pas de l'homme libre ;
- le syndrome « socialiste », effet de structure de la socialisation de l'économie, avec des usines à la productivité faible, voire nulle ;

– l'« effet d'aubaine pétrolière », qui crée une illusion de richesse et de croissance.

J'ajouterai à ces trois syndromes un « syndrome français » : une formation académique déconnectée de l'apprentissage ou des visées productives. L'idéal des jeunes Algériens, ce sont les métiers intellectuels, des études supérieures, un emploi public, avec une méfiance, voire un mépris pour le travail manuel, artisanal, agricole et industriel. Un travail éducatif de fond est à effectuer, s'il est encore temps.

III. FAIRE SOCIÉTÉ

A. Sortir de la fuite en avant démographique

La question démographique est probablement le risque le plus important que court la société algérienne.

Il y a actuellement plus d'un million de naissances par an en Algérie, dans une économie sous productive, mais habituée à un certain niveau de vie et de consommation – à crédit.

Or l'Algérie du Nord (le Tell) est plus petite que la France (380 000 km²) et soumise à des contraintes climatiques croissantes (eau et réchauffement). Elle sera pourtant plus peuplée que la France dans une génération. On peut y voir une forme de revanche, politique. Mais la société algérienne risque de rencontrer un mur à la génération suivante, avec le réchauffement climatique, la question

de l'eau, ainsi que la fin du tout pétrole. Comment cette population plus nombreuse et soumise à plus de contraintes pourra-t-elle assurer son niveau de vie ? La question du contrôle des naissances se pose donc. À moins que la croissance actuelle ne soit un effet d'aubaine à la suite de la redistribution de milliards de dollars consécutive au printemps arabe, ainsi qu'un rattrapage après le blocage la décennie noire des années 1990. Et donc, que la natalité retrouve ensuite très vite un niveau plus adapté...

B. Trouver un compromis idéologique de troisième voie entre deux modèles

L'Algérie doit trouver un modèle de société entre l'islam politique conservateur, omniprésent, et la société individualiste occidentale qui attire la jeunesse et les cadres. Dans l'espace privé, la société algérienne a beaucoup évolué : les femmes peuvent fumer chez elles, on consomme beaucoup de télévision, d'Internet. Il faut cependant séparer ce qui se passe chez les gens, et ce qu'on peut voir dans l'espace public. Car ce dernier est en revanche de plus en plus conservateur, avec une surenchère dans le conservatisme religieux : les femmes non voilées en sont exclues dans la majeure partie du pays, la vente d'alcool y est interdite, le tourisme n'y est pas du tout organisé, les femmes ne peuvent pas vraiment sortir après 19 heures. Ce conservatisme social dans l'espace public a ainsi fait régresser les revendications féministes, pourtant très fortes il y a vingt-cinq ans en Algérie, au début des années 1990.

Cette clôture n'est pas seulement spatiale et vestimentaire : elle renvoie aussi à une fermeture autour de l'histoire nationale officielle, de l'islam ou du nationalisme algérien.

Résultat : beaucoup de gens veulent partir. C'est l'obsession des étudiants, qui passent une grande partie de leur scolarité sur facebook et Internet pour chercher des moyens de s'échapper ou d'émigrer, et de pans entiers de cadres mal payés et mal considérés.

L'échec du nationalisme est patent, comme le montrent les demandes de visas d'asile ou d'études pour tous les pays du monde : mieux vaut partir n'importe où que de ne pas partir du tout.

Que faire, alors ? La modification égalitaire du statut des femmes serait une première réponse, même si cela ne réglerait qu'une partie du problème. Il y a des avancées sur ce point au Maroc, en Tunisie, et la société algérienne en parle, observe ce qui se passe chez ses voisins, mais personne n'ose franchir le pas, parce qu'il y a la chape de plomb du conservatisme religieux qui pèse si fort.

C. Retrouver un rôle précurseur à la hauteur de l'histoire et des ambitions d'Alger

Malgré tous les problèmes que je viens d'évoquer, les Algériens sont fiers de leur identité et de leur histoire. L'Algérie a été le glorieux bastion occidental de l'Empire ottoman pendant trois siècles. C'est la société musulmane que la colonisation franco-européenne a le plus

transformée, avec une intelligentsia bilingue très sophistiquée, mais chassée par vagues successives (guerre d'Algérie, crise économique, guerre civile, à nouveau crise...). La guerre de libération algérienne a été la plus spectaculaire des guerres de décolonisation. À la différence du Vietnam, elle a été gagnée sans l'aide d'une grande puissance voisine comme la Chine. L'Algérie a été la Mecque du tiers-mondisme et de l'anti-impérialisme dans les années 1960 et 1970. Ce n'est pas nécessairement un titre de gloire, mais c'est en Algérie qu'est apparu le salafisme armé, suivie de sa destruction, avec le 1^{er} djihad arabe contemporain.

Que faire de cette grande histoire et de l'imaginaire hérité de la Révolution ? Comment rendre attrayante la vie nationale et faire société pour la jeunesse algérienne, qui pour l'instant rêve plutôt de partir ailleurs ?

Sans réponse à ces questions, le délitement de la société algérienne risque de se prolonger, avec des conséquences désastreuses. Boualem Sansal prédit une nouvelle guerre civile... Mais le pire n'est jamais sûr. La prochaine génération doit peser sur la vie sociale, économique et politique de son pays, et prendre ses aspirations à pleines mains, mais pourra-t-elle le faire ?

La conjoncture actuelle est difficile. Il y a la question sécuritaire, la crise économique, la baisse des budgets, le blocage des salaires à des niveaux très bas. Les choses peuvent cependant changer. Mais pour les changer, il faut d'abord le vouloir. Créer cette volonté : tel est le

premier défi que devront relever les dirigeants algériens qui arriveront au pouvoir dans quelques mois ou quelques années.

Questions dans la salle

Général Jean-Claude Aulard (directeur de recherche à l'IRIS) : *Ma question porte sur le boom démographique en Algérie et cette volonté, chez les Algériens, de partir. Dans d'autres pays, la diaspora fait le lien avec la patrie d'origine. Je voudrais savoir ce qu'il en est concernant l'Algérie. Les personnes qui sont parties ont-elles la volonté d'apporter dans leur pays ce qu'elles ont vu ailleurs pour en faire un pays moderne ? J'ajoute une autre question : combien d'Algériens ont-ils migré et que sait-on de leur situation dans les autres pays, notamment en France et aux États-Unis ?*

Pierre Vermeren : Beaucoup de jeunes Franco-algériens rêvent leur pays d'origine. Beaucoup savent que malheureusement, en l'état, il est difficile, voire impossible, d'y faire leur vie. Notamment leur vie professionnelle : quelqu'un qui fait ses études en Algérie ou en France, ou qui passe sa thèse à l'étranger, commence sa carrière à 100/150 euros de revenus mensuels. Une bourse de thèse de 1 000 euros en France est préférable. Au Maroc, en Tunisie, il n'y a pas beaucoup d'argent, mais on peut commencer une carrière dans l'enseignement supérieur autour de 1 000 euros. À cent euros, il n'y a pas de candidats. Les choses ne vont pas mieux pour les médecins, dans un système de santé en grande partie publique. Dans le

domaine de l'entrepreneuriat, c'est identique. Il y est très difficile d'investir. Il y a la bureaucratie, tous les transferts financiers sont d'une complexité inouïe... Et puis il y a quand même un système économique qui interdit la créativité et l'invention. Alors, rentrer pour partager quelle expérience et pour quoi faire ? Il y a des gens qui l'ont fait, mais, si vous n'avez pas le bras long dans l'administration ou des relations au plus haut niveau, c'est difficile de réussir. C'est pourquoi il n'y a pas de transfert de compétences acquises à l'étranger, ou très peu, à l'exception de certains domaines comme l'armée, le pétrole et quelques autres.

Il y a une grande diaspora algérienne. Les chiffres sont souvent fantasmagiques, mais il est certain que beaucoup de gens ont quitté l'Algérie depuis 60 ou 70 ou 80 ans. Généralement, la nationalité ne se perd pas, mais si vous avez des origines algériennes il vaut mieux revenir avec un passeport algérien même si vous n'avez jamais mis les pieds dans ce pays, et votre père non plus. Les consulats de France fournissent des chiffres. Ces chiffres peuvent varier en fonction du champ pris en considération. Je pense qu'il y a à peu près cinq millions d'Algériens à l'étranger. Une très grande partie de cette communauté est en France et en Belgique. L'originalité de l'Algérie, c'est que sa diaspora est essentiellement concentrée dans un ou deux pays alors que les Tunisiens, les Marocains ou les Égyptiens ont un spectre migratoire beaucoup plus large. Il est vrai aussi qu'en raison des difficultés actuelles que rencontrent ceux qui veulent venir en France, il y a une réorientation du spectre migratoire algérien. Il

n'en reste pas moins que l'héritage historique fait que la migration vers la France est la plus massive.

Raphaël Hadas-Lebel (président de section honoraire au Conseil d'État) : *Quand on compare l'Algérie avec des pays voisins comme le Maroc, on remarque une volonté consciente depuis Bouteflika d'éradiquer de l'histoire de l'Algérie toute présence qui ne soit pas arabo-musulmane, c'est-à-dire les présences chrétienne et même kabyle. Cette volonté de modeler les esprits des nouvelles générations dans l'esprit des Frères musulmans ne favorise-t-elle pas la tentation d'un repli préjudiciable à tout effort d'ouverture de la société algérienne ?*

Pierre Vermeren : Je ne sais pas si, dans ce cas précis, les Frères musulmans sont responsables. Ce conservatisme religieux, quelle que soit son affiliation idéologique, est très puissant, fabriqué surtout par l'école, mais aussi par la société et par la télévision. Il n'y a pas eu en Algérie de réforme des programmes scolaires. La société reste figée sur quelque chose qui a été construit à l'indépendance dans le discours sur la nation, sur la religion, sur une histoire religieuse, à la fois nationaliste et religieuse. C'est ce qui est diffusé auprès des jeunes Algériens y compris à l'université. Les débats libres ne sont pas vraiment possibles. La réflexion philosophique et intellectuelle a été volontairement brimée dans les années 1970 et 1980. La sphère intellectuelle a été volontairement resserrée au moment de l'idéologie socialiste et révolutionnaire. Le modèle choisi a été celui de l'arabisation, qui reste l'idéologie dominante parce qu'elle est produite par la

société et que finalement elle émane de la société. Ce n'est pas qu'un problème de langue, c'est un problème d'idéologie. Ce repli sur la sphère familiale intime a aussi une dimension religieuse et spirituelle, mais une spiritualité sous perfusion, pas forcément des Frères musulmans, mais en tout cas de l'islam. Cette spiritualité vient de l'extérieur, véhiculée par tout un ensemble de réseaux, notamment par les chaînes de télévision du Golfe. En attendant une nouvelle génération, une génération intermédiaire vient aux affaires, celle des gens de 45 à 60 ans. Ils ont eu une autre formation intellectuelle, d'autres expériences, ils ont connu la société avant ce grand virage conservateur et, s'ils le veulent, ils peuvent modifier structurellement les choses. Ce n'est pas la jeunesse d'aujourd'hui qui va, en l'état, produire un changement. D'autant plus que ceux qui se sentent différents partent. Ce qui explique, par exemple, le fléchissement de la revendication féministe : les grandes voix féministes sont parties. Quant au droit d'être et de parler berbère, cette question a beaucoup avancé, puisque cette langue est devenue officielle et nationale à côté de l'arabe. C'est un contre coup des printemps arabes. Toutefois, à l'école et dans l'administration, tout reste à faire, sauf à attendre que la Kabylie ne se transforme en fief salafiste inexpugnable, à force de laisser pourrir la situation...

Louis Schweitzer (ancien président de Renault) : *Vous avez admirablement décrit les problèmes et vous avez très clairement exposé ce qu'il fallait faire. Vous avez conclu en affirmant qu'on était dans une situation où tout se sclérosait. Mais alors quels sont les agents du*

changement, et comment peut-on espérer qu'ils se structurent ? Votre réponse à la dernière question n'a pas apporté une touche supplémentaire d'optimisme.

Pierre Vermeren : Les Algériens non plus ne sont pas très optimistes. Au moment des Printemps arabes, nous avons vu émerger un mouvement extraordinaire en Tunisie. Mais, en Algérie, la société est bien plus contrôlée par un régime autoritaire, pour ne pas dire plus, qui brime les opposants, les corps intermédiaires, fait obstacle à la liberté de penser, de s'exprimer, etc. C'est vrai qu'en Algérie les gens parlent de tout avec une grande vigueur et manifestent une grande impertinence à l'égard de leurs dirigeants, même si ça peut leur attirer des ennuis. Ce qui sauve l'Algérie, à mon avis, c'est l'humour des Algériens. Cet humour, cette drôlerie, ce cynisme aussi, qui s'expriment partout et notamment sur Internet, est quelque chose de positif. Sauf qu'au bout d'un moment, ce n'est plus drôle, parce qu'il y a ce blocage infernal qui paralyse beaucoup de volontés et les forces de renouvellement. Une fois qu'on a dit ça et que l'on a constaté que les partis politiques sont anémiés, il faut ajouter que le renouveau ne viendra pas des partis politiques ni des intellectuels qui, en Algérie, sont des fonctionnaires et savent bien que du jour au lendemain leur salaire peut sauter, ce qui coupe les ailes de la contestation. Les journalistes non plus ne sont pas assurés du lendemain. Dans une société comme celle-là, le changement viendra certainement d'en haut, de quelqu'un parvenu à la tête de l'État ou de l'armée ou d'un petit groupe. Personnellement, je ne crois pas à la

germination spontanée parce que les Algériens ont déjà donné, ils ont essayé de changer les choses de manière démocratique, de manière violente, de manière islamiste, de manière... tout ça pour quoi ? À un moment donné, quelques jeunes officiers, peut-être, ou des hommes politiques auront peut-être un déclic. Il faut absolument un tel déclic qui, en l'état actuel des choses, ne peut pas se produire à l'intérieur de la société, parce qu'elle est trop affaiblie, trop dépolitisée. Mais j'espère me tromper.

Dominique Leglu (directrice de Sciences et Avenir et de La Recherche) : *Ma question porte sur l'impact éventuel des réseaux sociaux. Un public algérien très large consulte beaucoup nos sites scientifiques et fondamentaux. Nos magazines sont trop chers pour être achetés, en revanche tout ce qui est gratuit sur les réseaux fonctionne très bien. Je me demande si les réseaux sociaux peuvent jouer un rôle particulier. J'ajoute deux autres questions : l'impact des télévisions du Golfe est-il encore réel ? Quel est l'impact de la télévision française ? Enfin une question d'un autre ordre : où s'investissent à l'étranger les capitaux algériens ? Quand vous circulez dans Paris en compagnie d'intellectuels algériens qui viennent en France, ils vous montrent nombre d'appartements ou d'immeubles dont ils pensent qu'ils appartiennent à des gens de leurs élites.*

Pierre Vermeren : Vous avez raison. Les Algériens, notamment les jeunes, passent une grande partie de leur journée sur Internet. Tout le monde regarde la télévision, la vie sociale se fait autour de la télévision.

Est-ce que les gens regardent la télévision française ? Oui, les francophones. Est-ce que les gens regardent les télévisions du Golfe ? Oui, les religieux, les conservateurs, les arabophones. Mais les Algériens sont souvent arabophones et francophones. Ils regardent ainsi la télévision en fonction de leurs affinités intellectuelles, religieuses ou idéologiques. Ils regardent les chaînes du Golfe, mais celles-ci sont diverses. Les chaînes de cinéma libanaises sont beaucoup plus drôles que *Iqraa* ou je ne sais pas quoi. Les Algériens regardent aussi nos médias publics. France 24 est beaucoup regardée en Algérie, à la fois en arabe et en français. En tout cas il n'y a pas l'équivalent ailleurs. Ce n'est peut-être pas beaucoup en soi, mais c'est une ouverture importante.

Pour ce qui est des réseaux sociaux, de l'Internet, j'observe que les Algériens ne les utilisent pas seulement pour se détendre ou chercher des opportunités de départ, mais qu'ils en font un outil de travail tout à fait remarquable. Aujourd'hui vous ne pouvez pas enseigner dans une université algérienne l'histoire de l'Algérie contemporaine. Vous ne pouvez enseigner que l'histoire glorieuse et officielle de la résistance algérienne à la colonisation française et l'histoire glorieuse de la Révolution. Rien sur ce qui se passe depuis 1962. C'est quand même un problème, d'autant plus qu'il n'y a pas de livres, autant parce qu'ils ont du mal à entrer dans le pays qu'à cause de leur prix : un prof avec une famille qui gagne en milieu de carrière 350 euros, n'achète pas un livre à 20 euros ou même à 10 euros. Alors les Algériens écrivent l'histoire de leur pays sur Internet ou

sur Wikipédia. C'est génial. Ils sont nombreux à le faire et ainsi ce pays aussi a son histoire intégralement écrite dans toute sa complexité, avec citations et références. Voilà, donc quelque chose d'original, d'assez rare. Au Maroc, l'histoire n'a pas été écrite sur Internet, pour d'autres raisons... Ce qui est étrange, c'est que le régime algérien laisse faire. Ce n'est pas le cas au Maroc. Pour l'Algérie, c'est une bulle de liberté, utilisée à bon escient et pas uniquement pour les disciplines scientifiques.

Pour ce qui est du rôle des réseaux sociaux dans le printemps arabe, on l'a beaucoup vendu. Ce ne sont pas les réseaux sociaux qui ont fait la révolution arabe. Ce sont les jeunes Tunisiens, les jeunes Égyptiens... Les réseaux sociaux ont été un outil, un moyen de berner Ben Ali qui a compris trop tard ce qui se passait. Maintenant les politiques l'ont compris. Les régimes autoritaires sont eux aussi sur les réseaux sociaux.

Un mot sur les capitaux. Oui il y a une évasion, mais, puisque les banquiers ne disent rien, on ne sait pas trop. On sait que les Algériens sont les plus gros acheteurs étrangers de l'immobilier à Paris. Cela donne une petite indication. On peut estimer qu'ils ont une partie de leur fortune en Suisse aussi, et dans un certain nombre de pays. Ce sont des capitaux mis à l'abri en cas de coup dur, qui n'ont pas vocation à rentrer en Algérie, parce que les Algériens n'ont pas confiance dans leur État ni en eux-mêmes, bizarrement. Du coup, ils se disent : au moins si j'ai un appartement à Paris, c'est bon. Évidemment cela ne concerne qu'une petite élite.

Yassine Benasaid (collaborateur parlementaire au Sénat) : *J'ai deux questions. Je me demande quel rôle peut jouer la diaspora algérienne, notamment franco-algérienne, sur la scène politique locale ? Je sais qu'il y a des représentants parlementaires de l'étranger, mais est-ce que la société civile de l'étranger donne naissance à des structures à même de peser sur la scène politique nationale ? Ma deuxième question concerne le positionnement régional de l'Algérie. On sait que le Maroc a fait le choix de l'Afrique, du retour à l'Union africaine du rapprochement avec la CEDEAO [Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest], ce qui lui a valu certains succès dans les liens bilatéraux avec la Côte d'Ivoire, l'Afrique de l'Est, le Rwanda ou la Tanzanie. Le Maroc s'affiche assez fièrement à l'échelle continentale. Comment est perçue cette avancée marocaine sur le continent africain par les autorités d'Alger et quelle réponse apportent-elles à cette percée marocaine sur le continent ?*

Pierre Vermeren : Je commence par la deuxième question. L'Algérie a des contacts frontaliers directs avec le Sahel, la Mauritanie, le Mali et le Niger. Certes, la frontière est fermée pour des raisons évidentes, mais, du fait du Sahara, l'Algérie est une puissance africaine. C'est une grande différence avec le Maroc, car ces pays africains sont très éloignés du Maroc, hormis de la Mauritanie. C'est pourquoi d'ailleurs le Maroc accorde tant d'importance à « son » Sahara. Ainsi, le Maroc est plus tourné vers l'Atlantique et la Méditerranée. L'Algérie observe le Maroc, mais avec une certaine condescendance.

Le Maroc a remporté des points, en faisant reconnaître par un certain nombre de pays de l'Union Africaine ses thèses sur le Sahara – la question fondamentale du Maroc, c'est justement le Sahara. Les Algériens, eux, ont des partenaires solides, qui *a priori* ne vont pas changer de camp. C'est donc une guerre de tranchées à l'intérieur de l'Union africaine. L'État marocain mène vis-à-vis de l'Afrique une politique consciente, mais assez modeste. Je crois que les Algériens le savent.

Pour ce qui est de la diaspora, vous n'êtes pas sans savoir que si vous avez une double nationalité ou une autre nationalité, vous ne pouvez pas participer à la vie politique algérienne. Ce n'est pas le cas en Tunisie, par exemple. Au lendemain de la révolution, beaucoup de Franco-tunisiens sont revenus pour y faire de la politique. Certains sont députés, ou députés de l'étranger, acteurs importants du parlement tunisien. L'héritage nationaliste algérien interdit cette option. La diaspora peut effectivement être une richesse dans laquelle puiser, mais le rapport avec les autres est compliqué... avec des jalousies et des rancœurs à l'égard de ceux qui sont partis, de la part de ceux qui sont restés au pays, mais veulent partir quand même.

Georges Jehel (professeur d'histoire médiévale) : Vous avez dit que l'Algérie avait une histoire riche. Je n'en doute pas, mais celle que l'on connaît est courte. Celle du Maghreb est longue. Vous avez évoqué le malaise profond qui pèse sur l'Algérie depuis une trentaine d'années. J'ai lu il y a quelques années dans *Le Monde*

un article sur les traumatismes de la guerre de 1988. Il y a un an ou deux, les gens étaient encore paralysés. Dans la rue, on n'osait pas lever les yeux en se disant que celui qu'on croisait avait peut-être tué votre cousin ou votre frère pendant cette guerre. C'est un problème à régler. L'Algérie n'est pas le Maroc ni la Tunisie. Cela, pour des raisons profondes, enracinées dans l'histoire longue. Il faut libérer ce peuple de ses complexes. Vous avez évoqué aussi la question du Sahara. Pourquoi le Sahara est-il algérien ? Cela ne va pas de soi. Ce problème est aussi celui de la France qui a encore des responsabilités au Sahara. Allez savoir pourquoi, puisque le Sahara est algérien ! Vous ne vous êtes pas servi d'un mot qu'il faut peut-être employer, celui de corruption. Est-ce que la corruption y est pour quelque chose dans tout cela ?

Pierre Vermeren : Le traumatisme que vous évoquez est très présent, réactivé par la guerre en Syrie et aussi par la contamination possible en provenance de Libye. C'est pour cette raison que beaucoup de gens ont choisi la dépolitisation, pour ne pas se demander s'il leur faut repartir en guerre. Oui, ce traumatisme est puissant et s'exprime par une grande lassitude qui s'explique aussi par le fait que les criminels islamistes n'ont pas été jugés, sauvés par une amnistie générale, et ce fut aussi le cas des criminels militaires. Du coup, un certain nombre d'anciens criminels sont libres. Cela rend amère toute une partie de la population. En Algérie, les gens n'ont pas peur de se regarder dans les yeux, mais quand ils croisent un ancien chef terroriste qui se pavane dans un gros 4x4, cela est très douloureux. Pour ce qui est de la corruption,

j'ai parlé d'évasion fiscale. C'est une forme de corruption, mais il y a, bien sûr, d'autres formes de corruption très importantes. Il suffit de regarder les classements internationaux : l'Algérie occupe, de mémoire, autour de la 100^e place. C'est lourd. Néanmoins, vous le savez, le système économique est celui de la rente : vous avez une rente gigantesque, qui revient sous forme de dollars dont on se sert pour acquérir des monopoles d'importation, des licences de ceci et de cela, en graissant la patte à chaque étape.

Jean-Pierre Chevènement : *M. le Professeur, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt votre exposé, et en particulier vos raisons d'être inquiet ou au moins perplexe. Je les partage largement. J'interviens comme président de l'association France-Algérie, créée à l'impulsion du général de Gaulle et que je préside depuis 2011, c'est-à-dire l'année qui a précédé le cinquantenaire de la commémoration de l'indépendance de l'Algérie. Les choses se sont plutôt bien passées, parce que nous avons réussi à maintenir un profil bas. Nous savons très bien qu'entre la France et l'Algérie il y a 132 ans d'une histoire commune et on peut même remonter beaucoup plus loin, au Moyen-Âge. Je dirais donc qu'entre le moment où le Maréchal de Bourmont pose son pied sur la plage de Sidi-Ferruch et 1962, il y a 130 ans d'une histoire difficile, violente, qu'on ne peut pas faire semblant d'ignorer. L'Algérie ne s'est avouée vaincue qu'après une résistance remarquable, pratiquement en 1870. La guerre a été exceptionnellement violente. La guerre d'Indépendance aussi. En outre,*

on ne peut comprendre l'islamisation et l'arabisation de l'enseignement que si on revient aux racines du nationalisme algérien, dominé par le mouvement des Oulémas avec Ben Badis, le PPA-MTLD, un mouvement ouvrier, plébéien, mais très ethnocentrique et avec une composante religieuse. Il y avait bien sûr un courant moderniste, le mouvement Jeune Algérie, puis l'UDMA de Ferhat Abbas, mais ces mouvements n'ont jamais eu une place prépondérante. Si les Algériens ont résisté pendant longtemps à l'armée française superpuissante, il n'y a pas eu de Diên Biên Phu en Algérie. Seulement, l'équation politique était injouable. Le général de Gaulle a eu la sagesse de couper le nœud gordien. C'était nécessaire pour un tas de raisons, mais il y a de part et d'autre des lobbies qui utilisent la mémoire pour empêcher une communication amicale entre la France et l'Algérie. Cette amitié existe, mais c'est une amitié blessée, une blessure de celles que seuls les véritables amis savent s'infliger, comme le disait l'évêque d'Oran.

Alors je veux poser quand même une question : n'y a-t-il pas des facteurs d'optimisme ? Je vais en énumérer quelques-uns. D'abord, ces lobbies de mémoire ne pèseront pas toujours aussi fort. Même si tout pays a besoin d'une histoire, une guerre efface l'autre, et la décennie 1990 a été terrible. Refoulée à l'arrière-plan, cette décennie est toujours présente. Les Algériens savent ce qu'est la guerre civile. Ils en ont peur, mais on ne sait pas ce qui peut se passer dans le reste du monde arabo-musulman. La Libye par exemple est un pays que nous avons largement déstabilisé. Il pose un énorme problème

pour l'Algérie, comme pour l'Afrique noire.

Néanmoins, il y a des facteurs d'optimisme. L'Algérie est un grand pays de 2 350 000 km², qui possède d'énormes richesses. Vu l'ensoleillement, l'énergie solaire est une énergie rentable. Le peuple algérien est un peuple courageux, endurant à la tâche, qui travaille. La culture du travail est peut-être aujourd'hui dévalorisée. Elle ne l'a pas toujours été et les gens peuvent retrouver le goût de l'effort, on l'a vu ailleurs. Depuis l'Indépendance, l'Algérie est un pays qui a vu sa population multipliée par quatre. Plus de quarante millions d'habitants, une population alphabétisée, même si cela s'est fait dans de mauvaises conditions. À ce sujet, j'ai entendu le président Bouteflika dire qu'il regrettait l'arabisation de 1970 et qu'il allait réintroduire le français. Verba volent, me direz-vous, mais j'observe qu'aujourd'hui le français reste la langue de l'enseignement supérieur, dans les sciences dures en tout cas. Il y a une très belle coopération en ce domaine entre la France et l'Algérie : plus de 600 accords de coopération universitaire. La coopération entre la France et l'Algérie est une réalité. Il y a 40 000 Français en Algérie. Sous l'impulsion d'un certain nombre de hauts fonctionnaires, des transferts se font dans des domaines comme la métrologie, les écoles de commerce, de management. Il y a une ENA en Algérie... Vous me direz qu'elle donne peut-être des résultats aussi tristes qu'en France. Pas du tout. Je considère que l'ENA algérienne est efficace, elle forme de bons préfets. C'est une bonne chose que l'Algérie a reçue de la France. Je voudrais dire qu'il y a en Algérie une jeunesse formée et disponible. Il y a une

bourgeoisie naissante, souvent enrichie dans le trafic et la corruption, mais il faut bien qu'une bourgeoisie se développe, or toute bourgeoisie se développe au départ par la rapine, c'est ce que Marx appelait l'accumulation primitive. L'accumulation primitive s'est faite en Algérie depuis 50 ans au moins, même si une nouvelle classe dirigeante a remplacé l'ancienne. Je vois encore deux facteurs d'optimisme : l'Algérie n'est pas une dictature, c'est un système polycentrique. Vous avez insisté sur le rôle de l'armée, mais c'est très positif que l'armée soit là, parce que l'Algérie est un pays difficile, compartimenté, épars, qui n'a pas d'unité naturelle. Le pays est menacé par l'islamisme radical, et l'armée est quand même un rempart contre l'islamisme radical, il faut le reconnaître. Et puis y a une intelligentsia algérienne brillante, franco-phone et arabophone. Il y a des journaux, que vous avez qualifiés d'impertinents. Je dirais, moi, courageux. Il y a eu plus de 100 journalistes tués par les gens du GIA pendant la décennie noire. Omar Belhouche, à la tête de *El Watan*, est quelqu'un de remarquable. Je ne vais pas énumérer tous les intellectuels. Une jeune fille qui a reçu le prix de notre association, Kaouther Adimi, est maintenant considérée comme une romancière très en vue, une jeune femme brillante. Bref, je pense qu'il ne faut pas désespérer du peuple algérien, de ses élites. Beaucoup sont en France ou circulent entre la France et l'Algérie et ce qui se passe entre la France et l'Algérie est évidemment moteur. Vous avez raison d'affirmer que l'impulsion viendra d'en haut. De qui ? Elle peut venir de différents endroits. Parce qu'il y a plusieurs partis, et c'est intéressant de savoir qu'à côté des deux partis légitimistes,

FLN et RCD, il y a une soixantaine d'autres, d'excellente qualité, qui sont un vivier dans lequel on peut puiser pour renouveler les gouvernements. Nouria Benghabrit-Remaoun, ministre de l'Éducation, est une femme remarquable. Les ministres des Affaires étrangères ont hérité de cette prestigieuse diplomatie algérienne des années 1960-80, je parle de Ben Yahia, Bouteflika, et des deux derniers titulaires du poste, Ramtane Lamamra et Abdelkader Messael. Ce sont des gens qui ont un regard à même de corriger et d'enrichir le nôtre. Il ne faut pas désespérer de l'Algérie, mais chercher comment on peut contribuer à lever les blocages dont beaucoup sont issus de notre propre histoire. Les gens qui bloquent ne sont pas seulement en Algérie. En France aussi certains veulent bloquer toute révision honnête de l'histoire entre la France et l'Algérie.

Pierre Vermeren : Je vous remercie, monsieur le ministre, de rappeler que la solution de tous les problèmes viendra d'Algérie et de la volonté des Algériens, parce que c'est un pays qui a une histoire. C'est de l'intérieur de la société ou de la tête de la société que viendra le changement. Ce qui se dit et s'écrit ici, bien sûr, est utilisé en Algérie, mais au fond la vraie question est celle de la volonté, de la nature et des objectifs du changement. Comme vous, je suis optimiste, un optimisme raisonné. Comme les Marocains, les Algériens aussi sont maîtres de leur destin.

Philippe Lagayette (ancien fonctionnaire et banquier) : *Un autre facteur d'optimisme, sur lequel je voudrais avoir de plus amples précisions, est, me semble-t-il, l'agri-*

culture. Même si le travail a été bloqué pendant un certain temps, le monde agricole reste un facteur de dynamisme, de diversité et de développement. Est-ce que ce levier a été utilisé et pourquoi ne l'est-il pas davantage ?

Pierre Vermeren : L'agriculture est, bien sûr, un facteur de développement potentiel. Néanmoins, aujourd'hui, un jeune Algérien est un citadin qui n'ira pas à la campagne, pas plus que les jeunes de nos banlieues. Je ne pense pas au succès d'une telle opération. On a dans la tête le modèle du fellah, ou des communautés paysannes, etc., mais il va falloir inventer autre chose. Il faudrait des écoles d'agriculture qui forment des ingénieurs et des entrepreneurs agricoles, en leur garantissant des salaires dignes. L'agriculture a été capitale dans l'histoire des peuples méditerranéens, mais aujourd'hui elle n'attire plus. Il y a d'autres problèmes aussi. Au Maghreb, une année sur trois est une année de sécheresse et le réchauffement climatique ne va pas arranger les choses. Il existe des techniques d'irrigation, etc., mais c'est quand même un contexte défavorable. Il faut en finir avec l'imaginaire du fellah. Ceux qui restent travaillent encore, mais pour gagner sa vie il faudrait développer une agriculture moderne. Pour ça il faudrait former les gens, ce qui suppose une volonté politique. Pour l'instant, le piège du pétrole l'a interdit. Au fond, puisque ça coûte moins cher à l'État d'acheter du blé en France, l'agriculture vivrière est très affaiblie et n'attire pas les jeunes.

Jean-Pierre Milanesi : *Je voudrais avoir votre sentiment sur une initiative à long terme. L'Union africaine a mis*

en place une Constitution, un gouvernement, dans le cadre d'une diaspora africaine qui compte quelque 340 millions d'individus. Le premier gouvernement se réunit à Abidjan dans dix jours pour mettre sur pied une politique africaine et utiliser la capacité financière de cette diaspora. Cette diaspora se trouve pour l'essentiel aux États-Unis et au Brésil, mais aussi dans les pays européens. Il s'agit pour le moment d'un État virtuel. Ce gouvernement est composé d'une vingtaine de sommités issues de tous les pays africains. Des discussions sont en cours avec les Nations Unies pour qu'on puisse délivrer un passeport officiel à tous les membres de la diaspora. Le reste relève de la compétence de l'Union africaine, et c'est fait. Mais pour que le passeport des membres de la diaspora, indifféremment de leur nationalité, puisse avoir une validité, il faut que les Nations Unies l'acceptent. L'ambition, c'est d'intervenir par une puissance financière et économique à même de faire réfléchir l'ensemble des partenaires de l'Union africaine sur des thèmes qui concernent tous les pays. L'un des dossiers majeurs qui va être traité cette semaine, c'est la santé. Un des assureurs majeurs de la place a fait une feuille de route à ce sujet. Il y aura aussi une grande manifestation sportive, organisée par l'Union africaine dans ce cadre. Elle sera présidée par le roi du Maroc, plus rapide à réagir que d'autres chefs d'État. Que pensez-vous de cette initiative ? Y a-t-il un espoir de fédérer les États africains ?

Pierre Vermeren : Je la découvre seulement maintenant. L'Algérie a toujours eu un rôle important dans l'histoire

de l'OUA puis de l'Union africaine. Le Maroc aussi. Ce sont quand même des problématiques très différentes et puis je me demande si, au bout de cinq siècles, on fait encore partie d'une diaspora. L'immense diaspora africaine serait aux Amériques et serait leader dans cette affaire. Est-ce que les Maghrébins vont y trouver une opportunité pour s'ouvrir vers l'univers américain ? De toute manière, cela ne les dispensera pas de régler quand même leurs relations avec l'Afrique, un autre défi. Sur le papier, ce sont d'anciens pays colonisés, dont certains francophones. Ils habitent sur le même continent, ils partagent le même Sahara, ils sont traités de la même manière par les grandes puissances, etc. Sur le papier, tout le monde est africain. Dans les faits, il y a quand même un problème, structurel. Les Algériens sont très sensibles à la situation de leurs immigrés en Europe tandis que les Africains sont très sensibles à celle de leurs immigrés au Maghreb. Il y avait un million d'Africains en Libye, chassés tour à tour par Kadhafi puis par la révolution. Ils sont revenus et essaient de passer en Europe, etc. Au Maghreb central, Tunisie, Algérie, Maroc, il y a aujourd'hui entre 100 et 200 000 Africains, étudiants, migrants ou fixés là. Le potentiel migratoire de l'Afrique vers le Maghreb est gigantesque. Il peut très bien y avoir demain 30 à 40 millions d'Africains au Maghreb, et c'est l'enjeu. Le niveau de vie au Maghreb est très inférieur de celui de l'Europe, mais il est d'autant supérieur à celui de l'Afrique. Pour un Africain, venir au Maghreb, c'est automatiquement augmenter considérablement son pouvoir d'achat. L'Union africaine devra résoudre ce problème : est-ce que les États du Maghreb sont

africains ? Vont-ils devenir des pays d'immigration, ou seront-ils un sas vers l'Europe ? Sont-ils une frontière avec l'Europe et la Méditerranée ou avec l'Afrique ? Les Tunisiens ont essayé de s'emparer de cette question. Cette semaine ils discutaient du racisme anti-noir, une question qui est posée partout au Maghreb. Pour l'instant, le Sahel est une région fertile, mais en cours de désertification. Que feront les Africains du Sahel ? Vont-ils descendre ou monter ?

Philippe Jurgensen (ancien président de l'Autorité de contrôle des assurances) : *Quelles chances accordez-vous à une réconciliation entre l'Algérie et le Maroc, à supposer que les changements que l'on peut quand même espérer se produisent ?*

Pierre Vermeren : Il faudrait que le Maroc et l'Algérie veuillent mettre fin à cette situation ridicule. Deux pays très proches, qui ont la même culture – même si leur culture politique est différente – se font la guerre, une guerre actuellement larvée. Les deux peuples la regardent avec une certaine indifférence, mais les appareils d'État et les armées se sont structurés autour de ce conflit. Du côté marocain, c'est évident. En même temps, du côté algérien, on ne lâche rien. La guerre de 1963, c'est l'acte fondateur de Bouteflika, la guerre des sables. On me dit que je suis naïf de croire qu'un débloccage sera possible quand Bouteflika ne sera plus là. Mais il est certain que la carrière de Bouteflika est liée au Sahara. Il est d'Oujda, il est maroco-algérien, un homme de la frontière. Il a un contentieux personnel, familial avec le Maroc. Les

gens de l'ouest, de l'Oranie et de la frontière algéro-marocaine ont symboliquement pris le pouvoir avec Bouteflika. S'il y a un changement et qu'un colonel ou général des Aurès arrive au pouvoir, il aura peut-être une autre vision des choses. On va le savoir quand Bouteflika ne sera plus là et ses hommes non plus. Maintenant les facteurs de blocage sont profonds parce que ce conflit enrichit les deux armées. C'est une rente de situation : au Sahara, les soldes sont plus importantes que dans le nord. Certes, le conflit a sa propre logique, la frontière est fermée, mais cela n'empêche pas différents trafics. Bien sûr, il faut connaître les passages et les horaires et les conditions, mais enfin, ça passe. Alors, comme tout vieux conflit, le régler va créer de nouveaux problèmes et du mécontentement. Seuls les Marocains et les Algériens peuvent régler ce conflit. Les Français ont essayé, en soutenant les Marocains, les Algériens ont composé, les Marocains ont questionné le droit international, ont proposé l'autonomie interne... Aujourd'hui il y a une mission des Nations Unies pour le referendum au Sahara occidental, le mot référendum est inscrit dans la MINURSO, c'est le « R », mais les Marocains n'en veulent pas, à l'inverse des Algériens. On est dans l'impasse. Dans des circonstances graves, ils feront peut-être un effort, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Mohamed Sifaoui (journaliste et réalisateur) : Je me reconnais totalement dans l'excellente description que vous avez faite de la situation. Un mauvais départ a été pris depuis les années 1960 et les Algériens vont malheureusement et probablement le payer dans les

années à venir. Ma question est la suivante : existe-t-il un précédent d'un pays atteint par une crise morale et une corruption endémique aussi forte – l'Algérie, passée à la 115^e place dans le rapport annuel de Transparency International ? Un pays qui a vaincu militairement le terrorisme islamiste, mais sans le défaire sur le plan idéologique et politique ? Un pays totalement schizophrène par rapport à la modernité et à l'occident : les fils des membres de la nomenklatura algérienne sont quasiment tous installés à l'étranger, les capitaux sont évacués vers l'étranger, les investissements immobiliers sont effectués à l'étranger, y compris en France, mais pas seulement. Ce qui démontre une crise morale est que ceux-là mêmes qui détiennent le pouvoir ne croient plus à leur système. En Algérie, il est dangereux d'aborder le sujet d'une éventuelle somalisation dont je voudrais savoir quelles pourraient en être les conséquences pour les pays du pourtour méditerranéen et notamment pour la France ?

Pierre Vermeren : Sans parler de somalisation, cette question compliquée agite effectivement le Landernau français, inquiet à l'idée d'une décompression ou d'une décompensation violente. Celle-ci a déjà eu lieu, et l'État a tenu bon. L'armée est forte, mais il est vrai que la mystique de l'État ne peut suffire, surtout quand, parallèlement et souterrainement, on sert deux maîtres à la fois, l'État algérien en Algérie, mais ses enfants à l'étranger. Il y a une fierté algérienne, mais qui ne s'incarne pas dans l'État et dans les réalisations de ce pays. L'État en Algérie a été le rêve d'Abdelkader, puis

des indépendantistes. Ce rêve est devenu une réalité à l'indépendance, et les Algériens ont eu peur de perdre leur État au moment de la désagrégation des années 1990. Mais la fierté de l'avoir sauvé ne suffit pas à revigorer les forces vives du peuple algérien.

Alors, première hypothèse, celle d'une somalisation. Deuxième hypothèse, la migration. Les gens ont déjà envie de partir alors qu'il n'y a aucune somalisation en cours, que l'État est fort, que l'armée tient tout le territoire, qu'en dépit de certaines concessions, les islamistes sont tenus en dehors des limites de l'État. On craint le terrorisme. Dans les discussions avec les Maghrébins, on finit toujours par aborder le sujet. Pour l'instant, les Algériens sont assez passifs, dépités et découragés. C'est l'héritage des années 1990. Il est évident que les nouvelles générations vont progressivement oublier cette histoire et vont repartir sur d'autres bases. Il y a une solution à trouver, à l'échelle de la Méditerranée ou en tout cas de la Méditerranée occidentale. La solution ne sera pas trouvée dans un cadre franco-algérien parce qu'il y a trop de contentieux, trop de mauvais agents de mémoire, comme disait M. Chevènement. Et puis l'Algérie est un pays libre et souverain, c'est à lui de faire ses choix. Nous, on peut regarder, observer, imaginer des scénarios noirs en provenance de la Libye, du Sahel, de la fragilisation extrême des voisins.

Il y aura quand même un changement à la tête de l'État algérien, une occasion de rebattre les cartes. Fruit d'une construction volontariste de la part des Français et des

Algériens eux-mêmes, l'Algérie dispose d'un État qui fonctionne, avec un appareil d'État, des départements, une administration, des corps constitués. En Algérie il existe un État et une nation et aucun Algérien, ni là ni en France, ne remet en cause son algérianité. Ceux qui partent, partent en tant qu'Algériens, c'est une réalité. Donc je ne crois pas au scénario d'une somalisation.

Les Publications de l'Institut Diderot

Dans la même collection

- L'avenir de l'automobile - Louis Schweitzer
- Les nanotechnologies & l'avenir de l'homme - Etienne Klein
- L'avenir de la croissance - Bernard Stiegler
- L'avenir de la régénération cérébrale - Alain Prochiantz
- L'avenir de l'Europe - Franck Debié
- L'avenir de la cybersécurité - Nicolas Arpagian
- L'avenir de la population française - François Héran
- L'avenir de la cancérologie - François Goldwasser
- L'avenir de la prédiction - Henri Atlan
- L'avenir de l'aménagement des territoires - Jérôme Monod
- L'avenir de la démocratie - Dominique Schnapper
- L'avenir du capitalisme - Bernard Maris
- L'avenir de la dépendance - Florence Lustman
- L'avenir de l'alimentation - Marion Guillou
- L'avenir des humanités - Jean-François Pradeau
- L'avenir des villes - Thierry Paquot
- L'avenir du droit international - Monique Chemillier-Gendreau
- L'avenir de la famille - Boris Cyrulnik
- L'avenir du populisme - Dominique Reynié
- L'avenir de la puissance chinoise - Jean-Luc Domenach
- L'avenir de l'économie sociale - Jean-Claude Seys
- L'avenir de la vie privée dans la société numérique - Alex Türk
- L'avenir de l'hôpital public - Bernard Granger
- L'avenir de la guerre - Henri Bentegeat & Rony Brauman
- L'avenir de la politique industrielle française - Louis Gallois
- L'avenir de la politique énergétique française - Pierre Papon
- L'avenir du pétrole - Claude Mandil
- L'avenir de l'euro et de la BCE - Henri Guaino & Denis Kessler
- L'avenir de la propriété intellectuelle - Denis Olivennes
- L'avenir du travail - Dominique Méda
- L'avenir de l'anti-science - Alexandre Moatti
- L'avenir du logement - Olivier Mitterand

-
- **L'avenir de la mondialisation** - Jean-Pierre Chevènement
 - **L'avenir de la lutte contre la pauvreté** - François Chérèque
 - **L'avenir du climat** - Jean Jouzel
 - **L'avenir de la nouvelle Russie** - Alexandre Adler
 - **L'avenir de la politique** - Alain Juppé
 - **L'avenir des Big-Data** - Kenneth Cukier & Dominique Leglu
 - **L'avenir de l'organisation des Entreprises** - Guillaume Poitrinal
 - **L'avenir de l'enseignement du fait religieux dans l'École laïque** - Régis Debray
 - **L'avenir des inégalités** - Hervé Le Bras
 - **L'avenir de la diplomatie** - Pierre Grosser
 - **L'avenir des relations Franco-Russes** - S.E Alexandre Orlov
 - **L'avenir du Parlement** - François Cornut-Gentille
 - **L'avenir du terrorisme** - Alain Bauer
 - **L'avenir du politiquement correct** - André Comte-Sponville & Dominique Lecourt
 - **L'avenir de la zone euro** - Michel Aglietta & Jacques Sapir
 - **L'avenir du conflit entre chiïte et sunnites** - Anne-Clémentine Larroque
 - **L'Iran et son avenir** - S.E Ali Ahani
 - **L'avenir de l'enseignement** - François-Xavier Bellamy
 - **L'avenir du travail à l'âge du numérique** - Bruno Mettling
 - **L'avenir de la géopolitique** - Hubert Védrine
 - **L'avenir des armées françaises** - Vincent Desportes
 - **L'avenir de la paix** - Dominique de Villepin
 - **L'avenir des relations franco-chinoises** - S.E. Zhai Jun
 - **Le défi de l'islam de France** - Jean-Pierre Chevènement
 - **L'avenir de l'humanitaire** - Olivier Berthe - Rony Brauman - Xavier Emmanuelli
 - **L'avenir de la crise du Golfe entre le Qatar et ses voisins** - Georges Malbrunot
 - **L'avenir du Grand Paris** - Philippe Yvin
 - **Entre autonomie et Interdit : comment lutter contre l'obésité ?** - Nicolas Bouzou & Alain Coulomb
 - **L'avenir de la Corée du Nord** - Juliette Morillot & Antoine Bondaz
 - **L'avenir de la justice sociale** - Laurent Berger
 - **Quelles menaces numériques dans un monde hyperconnecté ?** - Nicolas Arpagian
 - **L'avenir de la Bioéthique** - Jean Leonetti
 - **Données personnelles : pour un droit de propriété ?** - Pierre Bellanger et Gaspard Koenig

Les Notes de l'Institut Diderot

- **L'euthanasie, à travers le cas de Vincent Humbert** - Emmanuel Halais
- **Le futur de la procréation** - Pascal Nouvel
- **La République à l'épreuve du communautarisme** - Eric Keslassy
- **Proposition pour la Chine** - Pierre-Louis Ménard
- **L'habitat en utopie** - Thierry Paquot

-
- Une Assemblée nationale plus représentative - Eric Keslassy
 - Où va l'Égypte ? - Ismaïl Serageldin
 - Sur le service civique - Jean-Pierre Gualezzi
 - La recherche en France et en Allemagne - Michèle Vallenthini
 - Le fanatisme - Texte d'Alexandre Deleyre présenté par Dominique Lecourt
 - De l'antisémitisme en France - Eric Keslassy
 - Je suis Charlie. Un an après... - Patrick Autréaux
 - Attachement, trauma et résilience - Boris Cyrulnik
 - La droite est-elle prête pour 2017 ? - Alexis Feertchak
 - Réinventer le travail sans l'emploi - Ariel Kyrrou
 - Crise de l'École française - Jean-Hugues Barthélémy
 - À propos du revenu universel - Alexis Feertchak & Gaspard Koenig
 - Une Assemblée nationale plus représentative - *Mandature 2017-2022* - Eric Keslassy
 - L'avenir de notre modèle social français - Jacky Bontems & Aude de Castet
 - Handicap et République - Pierre Gallix
 - Réflexions sur la recherche française... - Raymond Piccoli
 - Le système de santé privé en Espagne : quels enseignements pour la France ?
Didier Bazzocchi & Arnaud Chneiweiss
 - Le maquis des aides sociales
Jean-Pierre Gualezzi

Les Dîners de l'Institut Diderot

- La Prospective, de demain à aujourd'hui - Nathalie Kosciusko-Morizet
- Politique de santé : répondre aux défis de demain - Claude Evin
- La réforme de la santé aux États-Unis :
quels enseignements pour l'assurance maladie française ? - Victor Rodwin
- La question du médicament - Philippe Even
- La décision en droit de santé - Didier Truchet
- Le corps ce grand oublié de la parité - Claudine Junien
- Des guerres à venir ? - Philippe Fabry
- Les traitements de la maladie de Parkinson - Alim-Louis Benabib

Les Entretiens de l'Institut Diderot

- L'avenir du progrès (actes des Entretiens 2011)
- Les 18-24 ans et l'avenir de la politique

Quels défis pour l'Algérie d'aujourd'hui ?

Fatigués de l'incapacité de l'État à décider dans les affaires importantes, les algériens semblent largement indifférents quant à l'issue de la future présidentielle.

Pourtant, l'Algérie ne peut courir le risque de l'aventurisme politique.

La situation politique actuelle rappelle la fin de l'époque soviétique. C'est toute une construction sociale, intellectuelle et un modèle économique qui sont tenus comme en apesanteur dans l'attente d'un renouveau démocratique.

Pierre VERMEREN



Professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, spécialiste des mondes arabes et africains du Nord et de la décolonisation, il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont « Dissidents du Maghreb », co-écrit avec Khadija Mohsen-Finan (Belin, 2018).

